



**PREFECTURE DU DEPARTEMENT  
DU HAUT-RHIN**

Direction des Collectivités Locales et de  
l'Environnement

**Bureau des Installations Classées**

**ARRETE PREFECTORAL**

**n°2007-302-8**, daté du **29 octobre 2007**, portant  
au titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement,  
mise à jour des informations prévues aux articles **R 512-2** et **R 512-6** (hors point 5°)  
du Code de l'environnement  
**à la société Novartis Pharma S.A.S. à Huningue**

Le préfet du département du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'Environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup>, relatif aux installations classées,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration,
- VU** le décret n°2007-1467, daté du 12 octobre 2007, relatif au livre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement et modifiant certaines autres dispositions de ce code,
- VU** l'arrêté n° 2007-12-224, daté 02 mai 2007, portant au titre du code de l'Environnement (livre V, titre 1<sup>er</sup>) autorisation à la société NOVARTIS Pharma S.a.s. à Huningue, à exploiter les installations de production pharmaceutique,
- VU** le rapport daté du 27 août 2007 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis émis par les membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du **jeudi 04 octobre 2007**,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, au regard des évolutions des installations depuis la reprise du site précédemment exploité par la société CIBA de mettre à jour les informations (nature et niveau d'activité, impact sur l'environnement) dont dispose l'administration concernant NOVARTIS PHARMA SAS,

**APRÈS** communication au demandeur par courrier daté du 05 octobre 2007, resté sans réponse, du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin,

# **ARRÊTE**

## **Article 1<sup>er</sup>**

La société NOVARTIS PHARMA S.A.S. dont le siège social se situe aux 2 et 4 rue Lionel Terray, B.P.308, 92506 Rueil Malmaison cédex, doit se conformer, dans les délais prescrits, aux prescriptions ci-après relatives à ses installations de Huningue, 26 rue de la Chapelle, B.P.349, 68333 Huningue (Haut-Rhin).

La société NOVARTIS PHARMA S.A.S. remet **au plus tard le 30 avril 2008**, à l'inspection des installations classées de la DRIRE d'Alsace la mise à jour des informations prévues aux articles 2 et 3 (hors point 5) du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 de son centre de production pharmaceutique dit « Novartis Pharma ».

Cette mise à jour intègre les résultats des dernières études effectuées.

Elle rend compte des performances environnementales du site au regard de celles que permettent les meilleures technologies disponibles dans la branche d'activité.

## **Article 2 - FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société NOVARTIS PHARMA S.A.S.

## **Article 3 - PUBLICITE**

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de **Huningue** et mise à la disposition de tout intéressé. Cet avis sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

## **Article 4 :**

Le Secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (D.R.I.R.E.) chargé de l'inspection des installations, le maire de Huningue, S/c. du sous-préfet de l'arrondissement de Mulhouse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant de la société NOVARTIS Pharma à Rueil Malmaison et à Huningue.

Fait à Colmar, le **29 octobre 2007**

Le préfet

pour le préfet absent

et par délégation de signature  
le secrétaire général

**Signé**

Délai et voie de recours La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L514-6 du titre 1 <sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement).
---